



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2025-07-10_RAPVI_AN25 mousses_MED_LVSG_01469
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 5 mai 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 sur les mousses d'extinction. Par courriel du 18 mars 2025, l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant une demande de plan d'action visant à :

- investiguer sur la présence de AOF/PFAS dans les mousses d'extinction détenues sur le site et les quantités associées ;
- démontrer la compatibilité des nouveaux émulseurs au système en place sur la plateforme,

transmettre la procédure mise en place durant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie ainsi que la procédure de nettoyage et d'élimination des émulseurs et eaux de rinçage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC).

Elle est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14 et PFHxA	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des stocks	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 5 mai 2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois de transmettre à la direction générale de la prévention des risques (DGPR) les informations sur la nature et le volume des stocks de PFOA contenu dans les émulseurs du site (cf. point de contrôle n°3).

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités aux prescriptions contrôlées. Il est attendu :

- que l'exploitant transmette, sous 15 jours, un justificatif de la liste exhaustive des substances PFAS contenues dans les émulseurs vues les analyses des 25 échantillons effectuées par un organisme extérieur agréé (cf point de contrôle n°1) ;
- que l'exploitant transmette, sous un mois, un plan d'action concernant l'élimination et la substitution des émulseurs contenant des substances PFAS non autorisées / avec interdiction à venir et les justificatifs des dispositions prises pour assurer la déconnexion des émulseurs aux échéances réglementaires prévues des 4 juillet 2025 et 3 décembre 2025 (cf point de contrôle n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Lors de la visite du 5 mai 2025, l'exploitant a déclaré : <ul style="list-style-type: none">• qu'aucune substance PFAS n'est produite, traitée ou rejetée sur le site ;• qu'aucune substance PFAS produite par dégradation n'a été identifiée sur le site. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir recherché, via les n°CAS des 28 substances visées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, dans la base de données interne au groupe Total regroupant les fiches de données de sécurité des produits recensés sur le site, les substances PFAS potentiellement présentes dans l'installation. L'exploitant déclare qu'aucune

substance PFAS n'est identifiée comme entrant dans la composition des produits utilisés par les différents ateliers de TEPF après analyse des fiches de données de sécurité par l'exploitant.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir sollicité les fournisseurs de produits principaux utilisés dans les différents ateliers et reconnus pour leurs propriétés de résistance à la chaleur, sans retour concluant.

Lors de la visite du 5 mai 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un document interne du 7 novembre 2023 :

- analysant les substances PFAS pouvant être retrouvées dans les secteurs d'activité similaires à ceux de l'exploitant (sources : rapport d'Accenture, de France Chimie et FIP (partie raffinage)). Aucune substance PFAS n'est identifiée comme entrant dans la composition des produits utilisés par ces secteurs d'activité ;
- précisant les équipements et produits pouvant contenir des substances PFAS sur le site, dont le risque d'émission de PFAS est considéré comme négligeable : joints, gaz réfrigérants, lubrifiants ;
- détaillant la liste des émulseurs contenant des substances PFAS en quantité significative sur le site : le polypetrofilm 33, polypetrofilm 36, TRIDOL, FP70, et FFFP AR. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir sous-traité à un prestataire agréé le prélèvement de 25 échantillons d'émulseurs stockés sur le site pour identifier la composition de ces derniers. Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées la présence de certaines substances PFAS identifiées dans ces 5 produits mais n'a pas été en mesure de transmettre les résultats des 25 échantillons analysés à l'inspection des installations classées et ce malgré la relance par courriel du 16 mai 2025.

L'exploitant a déclaré :

- que les émulseurs n'ont pas vocation à être utilisés en dehors d'un contexte d'incendie ;
- qu'aucun émulseur contenant des PFAS n'a été utilisé sur le site depuis avril 2024 dans le cadre d'exercices incendie (courrier du 9 juillet 2024 à l'inspection des installations classées informant de l'utilisation, à compter du mois d'avril 2024, d'émulseurs à base d'eau pour les exercices) ;
- qu'aucun rejet aqueux n'a été envoyé au milieu naturel par le passé lors d'exercices incendie : les exercices ayant lieu dans les différentes unités du site sur rétention, les eaux souillées étaient pompées puis envoyées dans des installations de traitement autorisées hors site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, la liste exhaustive des substances PFAS contenues dans les émulseurs vu les résultats des analyses des 25 échantillons effectuées par un organisme extérieur agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14 et PFHxA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.1 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</u></p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p><u>Article 4.1.b du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</u></p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p><u>Annexe I, partie A (partielle) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</u></p> <p>[...] 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges. [...]</p> <p>[...]</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>[...] 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. [...]</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; [...]</p> <p><u>Entrée 68 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :</u></p> <p>[...] 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...]</p> <p>iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la</p>

lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; [...]

Entrée 79 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :

[...] 4. Ne doivent pas, **à partir du 10 avril 2026**, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des **substances apparentées au PFHxA**, mesurées dans un matériau homogène, dans:

a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, sur la base du tableau d'analyse de l'organisme agréé présenté par l'exploitant, l'inspection des installations classées a constaté la présence de certaines substances PFAS identifiées dans les 25 échantillons, sans que l'exploitant puisse toutefois corréliser les échantillons aux 5 types d'émulseurs utilisés sur le site. Les substances suivantes : PFOA, PFCA C9-C14, PFHxA concernées par des interdictions à venir dans les mousses d'extinction sont retrouvées dans certains échantillons analysés. L'inspection des installations classées a constaté qu'aucun échantillon analysé ne présente de concentration en PFOS et PFHxS. Les émulseurs du site sont stockés sous 3 types de contenants :

- Les unités mobiles : 3 véhicules respectivement de 4000 L (TRIEX), 12000 L (VMGP) et 9000 L (FPM) ;
- Stockage fixe sur toiture (fonctionnement gravitaire) ;
- Stockage fixe dans les différentes unités de TEPF dans des réservoirs fixes métalliques avec vessie.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un plan d'action de substitution de l'ensemble des émulseurs du site est en cours. L'exploitant a présenté l'état d'avancement de la substitution au 5 mai 2025 (37% de la quantité totale d'émulseur évacuée) :

Contenant	Quantités à retirer (L)	Quantités évacuées (L)
Moyens mobiles	43 000	28 000
Réservoirs métalliques à vessie fixes	73 500	8 700
Réservoirs sur toiture	10 000	10 000

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'échéancier associé pour la

substitution des 5 émulseurs contenant des PFAS : l'exploitant s'engage à avoir finalisé le remplacement des émulseurs de l'ensemble du site avant le 14 juillet 2025.

L'interdiction à venir de la mise sur le marché du PFCAC9-C14 et PFOA sont respectivement fixées au 4 juillet 2025 et 3 décembre 2025. L'exploitant indique que les derniers émulseurs restants sur le site entre le 4 et le 14 juillet 2025 seront déconnectés pour respecter la réglementation.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les procédures d'élimination des émulseurs diffèrent en fonction du contenant :

- Les installations mobiles sont nettoyées depuis l'intérieur des cuves à l'aide d'un karcher à l'eau chaude (70°C). Les eaux de lavage sont confinées dans des GRV sur rétention dans l'attente de leur élimination dans des installations d'incinération ;
- La structure des réservoirs métalliques à vessie est composée d'un réservoir métallique fixe, rempli d'eau sous pression et d'une vessie souple en caoutchouc contenant l'émulseur concentré. Lors de l'activation du système, l'eau sous pression pousse la vessie, forçant l'émulseur à sortir par un tuyau relié à un injecteur. Par retour d'expérience, l'exploitant indique que le remplacement de l'ensemble des tuyauteries et des vessies jusqu'à l'injecteur est nécessaire pour assurer l'absence de contamination par des substances PFAS du nouveau système qui sera mis en place. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées être dépendant du délai de livraison du fournisseur des vessies pour le remplacement des émulseurs fixes à réservoirs métalliques. Aucun déchet d'eaux de lavage n'est généré par le remplacement des émulseurs à réservoirs métalliques fixes, les tuyauteries et vessies usagées étant éliminées en enfouissement en tant que déchet dangereux ;
- les émulseurs stockés sur toiture sont éliminés dans des installations d'incinération et les tuyauteries en enfouissement en tant que déchets dangereux.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les commandes passées pour deux nouveaux émulseurs SOLBERG VERSAGARD AS100 et SOLBERG VERSAGARD AS100-FP qui remplaceront les 5 précédemment utilisés. L'exploitant a justifié à l'inspection des installations classées, notamment à l'aide des fiches de données de sécurité des produits, que les nouveaux émulseurs ne contiennent pas de substances PFAS (mention émulseurs sans fluor). L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les quantités commandées pour la substitution sont corrélées avec les quantités évacuées des anciens émulseurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées note que l'exploitant n'a pas conditionné son plan de substitution aux contraintes réglementaires, mais à des contraintes techniques liées à l'évacuation des émulseurs.

Il est demandé à l'exploitant, conformément à la demande formulée par l'inspection des installations classées par courriel du 18 mars 2025, de transmettre :

- le plan d'action de substitution des émulseurs contenant des PFAS précisant notamment les quantités éliminées et remplacées, la démonstration de la compatibilité des nouveaux émulseurs au système mis en place par l'exploitant ainsi que la procédure mise en place durant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie. Pour rappel, ce plan d'action était attendu avant le 18 juin 2025 ;

- les justificatifs des dispositions prises pour assurer la déconnexion des émulseurs aux échéances réglementaires prévues des 4 juillet 2025 et 3 décembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

[...]

Constats :

Les informations visées à l'article sus visé devaient être transmises à la direction générale de la prévention des risques (DGPR) au ministère en charge de l'écologie, autorité compétente pour l'Etat français, pour le 4 juillet 2021.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir informé DGPR de la quantité stockée sur le site, soit au total 126 500 litres d'émulseur contenant notamment du PFOA.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de cet envoi et ce malgré la relance par courriel de l'inspection des installations classées du 16 mai 2025. Aucune réponse n'a été apportée à ce jour.

Par courriel du 26 juin 2025, la DGPR a confirmé à l'inspection des installations classées l'absence de transmission par l'exploitant de la notification de l'état des stocks de PFOA contenus sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous 1 mois, de transmettre à la DGPR des informations sur la nature et le volume des stocks de PFOA contenu dans les émulseurs du site. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que cette déclaration est annuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion des stocks

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</p> <p>[...]</p> <p>Le détenteur gère les stocks d'une manière sûre, efficace et écologiquement rationnelle, conformément aux seuils et aux exigences prévus par la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (22) et en prenant toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que les stocks soient gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'unité mobile TRIEX de capacité 4000 L a été nettoyée et vidangée de tout ancien émulseur pouvant contenir des PFAS. L'inspection des installations classées a constaté que les eaux de lavage récupérées pour le lavage du TRIEX (environ 1500 L) sont contenues dans des GRV sur rétention dans un bâtiment couvert dans l'attente de leur évacuation pour traitement en incinération. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les incinérateurs sont saturés. Aussi, les délais d'évacuation des eaux de lavage sont allongés.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'unité mobile VMGP de capacité 12000 L est en cours de nettoyage. Une rétention mobile est placée sous le camion afin de récupérer les éventuelles fuites d'eau de lavage.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les anciennes tuyauteries et vessies souillées sont contenues dans une benne étanche fermée dans un bâtiment couvert dans l'attente de leur élimination en enfouissement de déchets dangereux.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la réception de 10 IBC du nouveau produit SOLBERG VERSAGARD AS100 choisi pour les émulseurs, dont le stockage est effectué sur rétention et dans un bâtiment couvert.</p>
Type de suites proposées : Sans suite